

Table des matières

01	Croissance verte: solution à la crise? <i>«Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012»</i>	2
02	Innovation: Suisse forte, mais... <i>«OECD Science, Technology and Industry Outlook 2012»</i>	3
03	Enseignement dès le berceau? <i>«Regards sur l'éducation 2012»</i>	4
04	Tous connectés? <i>«OECD Internet Economy Outlook 2012»</i>	5
05	Agriculture: une vraie diminution des subventions? <i>«Politiques agricoles: suivi et évaluation 2012»</i>	6
06	L'économie et l'écologie en danger <i>«Illegal Trade in Environmentally Sensitive Goods»</i>	7
07	Les migrants: agents du développement? <i>«Resserrer les liens avec les diasporas; Panorama des compétences des migrants»</i>	8
08	Retraites: encore assez d'argent? <i>«OECD Pensions Outlook 2012»</i>	9
09	Autres publications	10
10	Calendrier OCDE	10

01. Croissance verte: solution à la crise? «Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012»

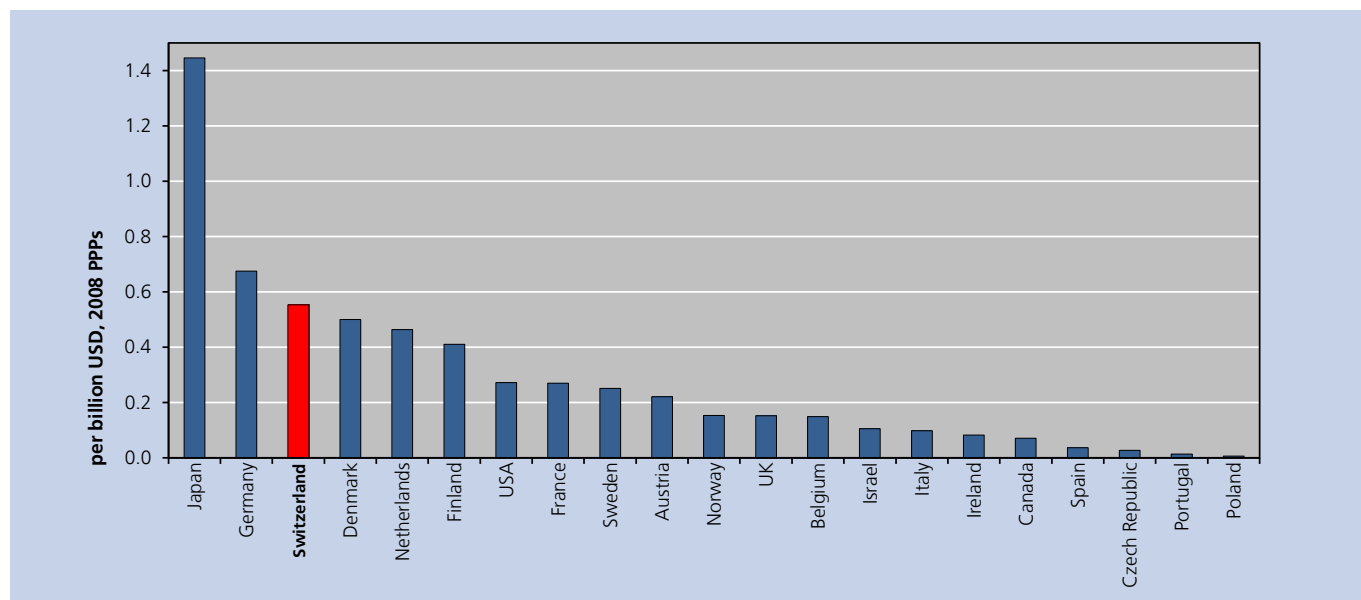
Le dernier rapport sur les perspectives de l'emploi dans les pays de l'OCDE dresse un tableau relativement sombre de la situation du marché de l'emploi dans les pays membres. Dans la zone OCDE, le taux de chômage s'élevait à 7.9% en mai 2012, juste en deçà du plus haut niveau jamais observé depuis la seconde guerre mondiale (8.5%). La situation varie beaucoup d'un pays à l'autre, la Suisse (3.9%) présentant toujours un niveau de chômage parmi les plus bas au sein des pays de l'OCDE. A défaut d'une reprise économique solide, les franges de populations les plus exposées – les jeunes et les chômeurs de longue date – risquent de subir une marginalisation croissante au sein de la société.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réagir pour lutter contre le chômage? Parmi les mesures actives les plus susceptibles d'être efficaces et examinées par l'OCDE, figurent l'aide à la recherche d'emploi et pour les jeunes, le développement de programmes d'apprentissages et de formation professionnelle. Il est également suggéré – à l'instar de ce qui se fait déjà en Suisse – de reconfigurer les programmes actifs du marché du travail, de façon à ce qu'ils puissent être automatiquement amplifiés ou, à l'inverse, réduits en fonction des variations conjoncturelles du niveau de chômage. A plus long terme, il est souhaitable d'engager des réformes structurelles pour améliorer la résilience des marchés du travail face aux chocs négatifs.

Enfin, l'OCDE propose également que les politiques du marché du travail contribuent activement aux changements structurels que la transition vers une croissance verte impose (facilitation du redéploiement professionnel, soutien à l'éco-innovation et à la diffusion des technologies vertes en renforçant la formation initiale et professionnelle, renonciation à une réglementation trop restrictive au niveau de la protection de l'emploi ou de la réglementation des marchés des produits). L'éco-innovation est généralement associée à des exigences de compétences professionnelles plus fortes ainsi qu'à un niveau de formation et de rémunération plus élevé. Toutefois, les implications de l'innovation sur les compétences et la rémunération dans le domaine de l'environnement seraient (encore) moins importantes que dans d'autres secteurs économiques. Si l'on regarde la densité de brevets liés à l'environnement par unité de PIB, la Suisse figure à la pointe dans la zone OCDE (voir graphique), laissant entrevoir de bonnes perspectives pour le développement de nouveaux marchés d'exportation et pour l'emploi.

> Table des matières

Environmental patents per billion US dollars of GDP (2000-2008)



02. Innovation: Suisse forte, mais...

«OECD Science, Technology and Industry Outlook 2012»

La première moitié de la dernière livraison des perspectives de l'OCDE pour la science, la technologie et l'industrie est consacrée aux effets sur les économies des pays membres et sur leurs systèmes d'innovation de la crise financière et des finances publiques, ainsi que des transformations au niveau écologique, démographique et de la société dans son entier. Bien que confrontés à des contraintes budgétaires très importantes, les gouvernements doivent tirer parti des chances offertes par les marchés mondiaux et par les nouvelles technologies. Pour cela, ils doivent mobiliser le capital le plus important dans leurs pays, à savoir les hommes, leurs connaissances et leur créativité. Dans ce cas, la politique d'innovation joue un rôle central. Pour atteindre une plus grande efficacité et un plus grand impact, cette politique d'innovation doit être à la fois cohérente, pertinente et inclusive.

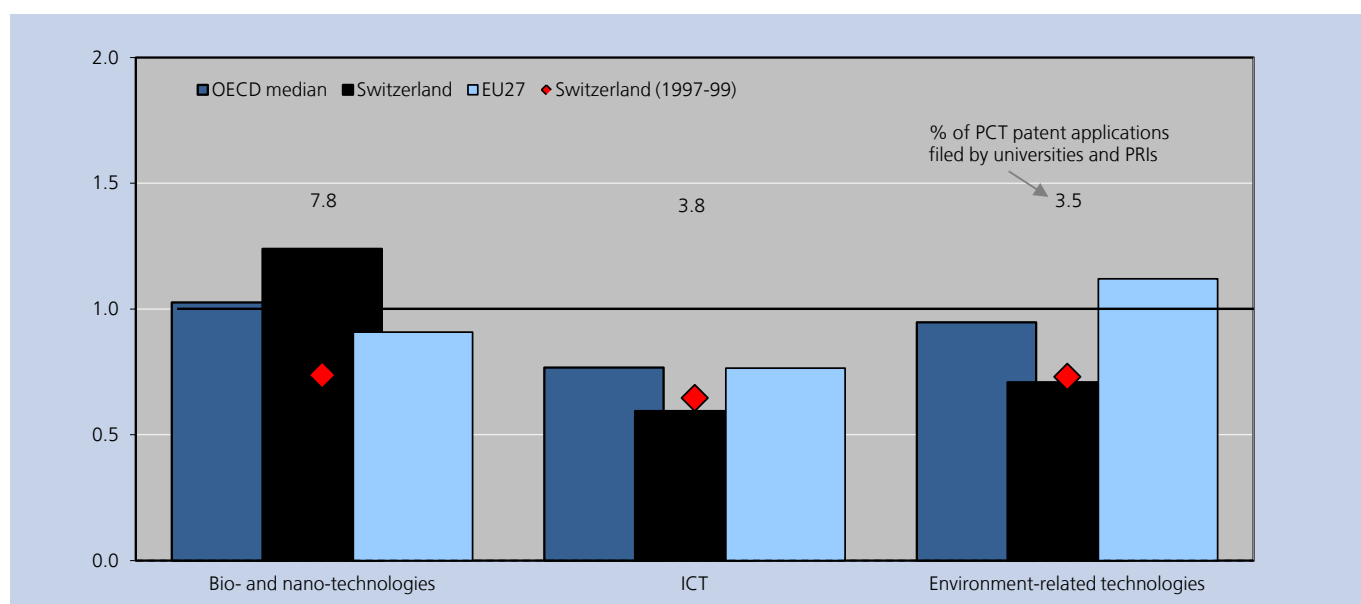
La seconde partie du rapport est consacrée au profil d'innovation des différents pays, dont la Suisse. Les informations les plus importantes sur la politique d'innovation de chaque pays sont résumées de manière très accessible

sur quatre pages. La Suisse se classe très bien: pour 10 des 22 catégories retenues, elle figure parmi les cinq pays les mieux placés. Pour les autres catégories, elle se situe, à une exception près, à proximité de la médiane de l'OCDE.

Cette image très positive doit toutefois être relativisée: une approche sectorielle des activités d'innovation montre que la Suisse ne se classe au-dessus de la moyenne que dans seulement un des trois domaines considérés par l'OCDE comme particulièrement porteurs d'avenir, à savoir la bio et la nanotechnologie (voir graphique). Dans les technologies de l'information et de la communication ainsi que dans celles de l'environnement, nos activités d'innovation sont en-dessous de la moyenne. Le nombre de brevets dans ces domaines est également comparé avec le nombre total de brevets; plus la valeur obtenue est élevée, plus la spécialisation est marquée; une valeur de un indique qu'il n'y a pas de spécialisation.

> Table des matières

Revealed technology advantage in selected fields, 2007-09



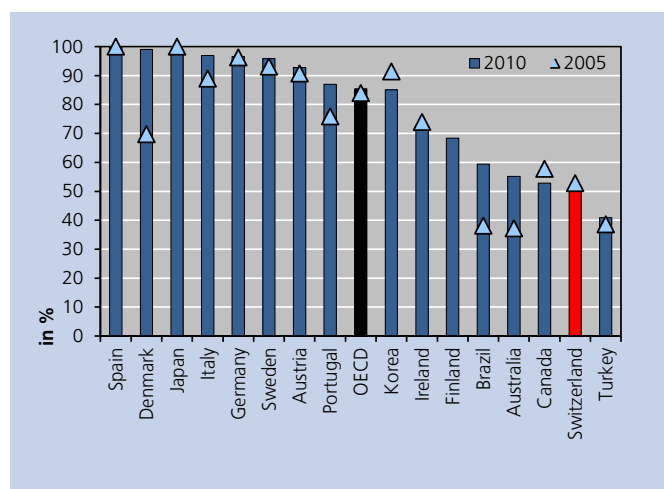
03. Enseignement dès le berceau? «Regards sur l'éducation 2012»

Education, emploi et prospérité sont étroitement liés. Accroître le bien-être et réduire les inégalités sociales signifie forcément investir dans l'éducation. Cela n'a rien de nouveau, mais «*Regards sur l'éducation*», publié annuellement, confirme la validité du constat grâce aux données recueillies dans les 34 pays membres de l'OCDE et d'autres encore, concernant la structure, le financement ainsi que la performance de leurs systèmes d'éducation respectifs.

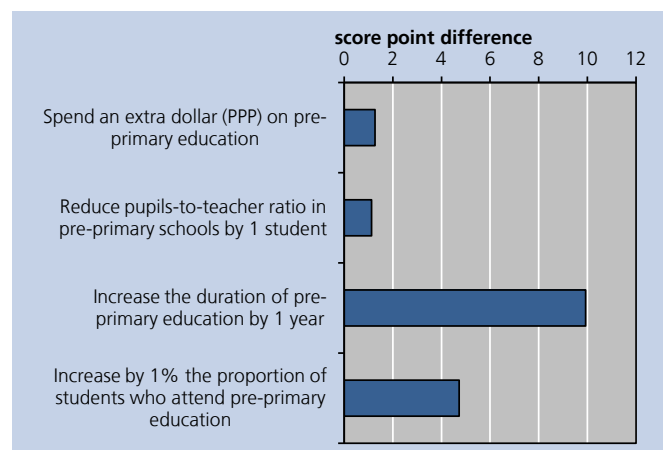
L'accent est mis dans la présente édition sur les conséquences de la récession mondiale en 2008-2009. De manière générale, on constate que ceux des preneurs d'emploi qui jouissaient d'un niveau supérieur d'éducation étaient en meilleure position pour conserver un travail. Par ailleurs, l'écart de revenu entre main-d'œuvre bénéficiant d'une formation universitaire et celle ayant un niveau d'éducation plus bas s'est encore accru, alors qu'il était déjà très important.

Le budget de l'éducation a été réduit en 2008-2009 dans 19 pays. Les dépenses d'éducation ont néanmoins crû dans 24 pays, ce qui s'explique par le fait que les élèves, étudiants et leurs familles couvrent une part croissante de celles-ci. Cette évolution peut apparaître pertinente dans la mesure où les bénéficiaires de l'éducation profitent directement à chaque individu; mais elle peut empêcher certains de poursuivre leurs études, en particulier au niveau tertiaire.

Enrolment rates at age 4 in early childhood and primary education (public and private)



Influence of pre-primary education policies on PISA results, 2009



Le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant; il a atteint un niveau alarmant dans plusieurs pays membres de l'OCDE. Il est nécessaire et urgent de prendre des mesures facilitant leur accès au marché du travail. La formation professionnelle est une option qui a fait ses preuves en termes de lutte contre le chômage des jeunes. En Suisse, en Autriche et aux Pays-Bas, plus de 70% des diplômés ont suivi un cursus de formation professionnelle. En Grèce, au Canada, en Hongrie et en Turquie, le taux se situe en dessous de 30%.

Considérant les ressources publiques limitées à l'heure actuelle, l'affectation optimale des moyens est d'une importance toute particulière. De nombreux pays s'emploient par exemple à développer l'éducation des plus jeunes, comme le démontre l'indicateur sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants introduit cette année. Si l'on prend les pays de l'OCDE dans leur ensemble, plus de trois quarts des enfants de quatre ans en bénéficient. En Suisse, ce n'est que la moitié (voir graphique ci-contre). Il existe une corrélation entre éducation préscolaire et un niveau plus élevé de performance ultérieure; ces développements apparaissent donc prometteurs, au vu de l'évidente nécessité d'améliorer le niveau de compétences des jeunes (voir graphique ci-dessus).

> Table des matières

04. Tous connectés? «OECD Internet Economy Outlook 2012»

Internet est à la fois un secteur économique indépendant qui pèse des milliards et une infrastructure dont une grande partie de l'économie mondiale ne peut plus se passer. Les perspectives 2012 pour l'économie d'Internet livrent des données sur une économie d'Internet qui subit de profonds changements, présente les tendances de développement et éclaire les questions politiques actuelles.

La combinaison d'une couverture largement complète par le réseau, de capacités suffisantes de transmissions de données ainsi que de la disponibilité à des prix abordables d'appareils et de possibilités d'accès à Internet s'est traduite positivement sur les services offerts et sur l'utilisation d'Internet dans la plupart des pays de l'OCDE. Les connexions sans fil, dont le nombre dépasse depuis 2009 celui des connexions fixes, sont le facteur principal de cette récente expansion. En décembre 2011, le nombre estimé de connexions sans fil (670 millions) atteignaient plus du double de celui des connexions fixes (315 millions).

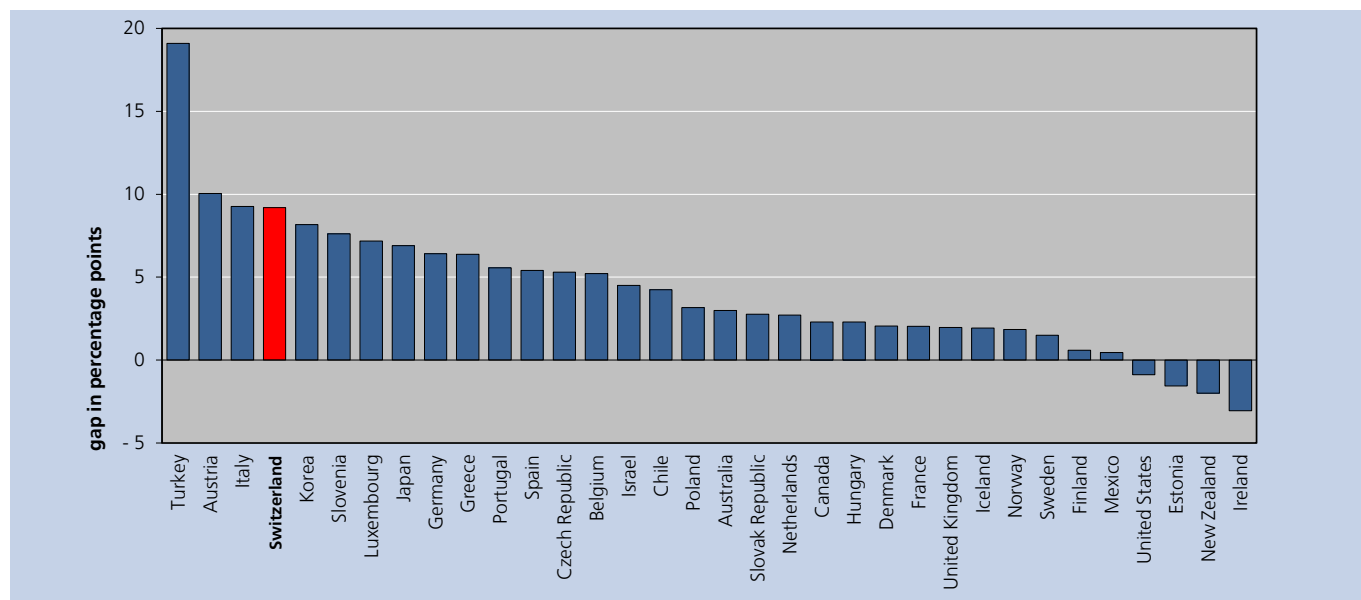
Les entreprises comptent parmi les pionniers de l'utilisation d'Internet et ont joué un rôle essentiel dans l'augmentation des vitesses de transmission. En 2003, moins de 40% des entreprises européennes (EU15) dispo-

saient d'un accès à large bande, alors que cette proportion avait augmenté à 90% en 2009. A fin 2011, presque toutes les entreprises de l'espace OCDE disposaient d'un accès à Internet.

Environ 70% des ménages des pays de l'OCDE disposent d'un accès à Internet à large bande, accès qui devient de plus en plus rapide et abordable. Le passage à Internet mobile influe également sur la manière dont les individus interagissent et consomment des contenus, ce qui est illustré par la diffusion rapide des médias sociaux. Malgré les progrès récents au niveau de l'accès à Internet, le réseau est utilisé avec une fréquence nettement supérieure à la moyenne par certaines classes d'âges (16 à 24 ans) par rapport à d'autres (plus de 65 ans). Des facteurs démographiques comme un revenu bas ou un niveau de formation inférieur sont associés à un accès à Internet moins fréquent. A cela s'ajoute que les hommes utilisent Internet davantage que les femmes. En Suisse, cette disparité est particulièrement marquée (voir graphique).

> Table des matières

Gender gap in using the Internet, 2011 or latest available year



05. Agriculture: une vraie diminution des subventions? «Politiques agricoles: suivi et évaluation 2012»

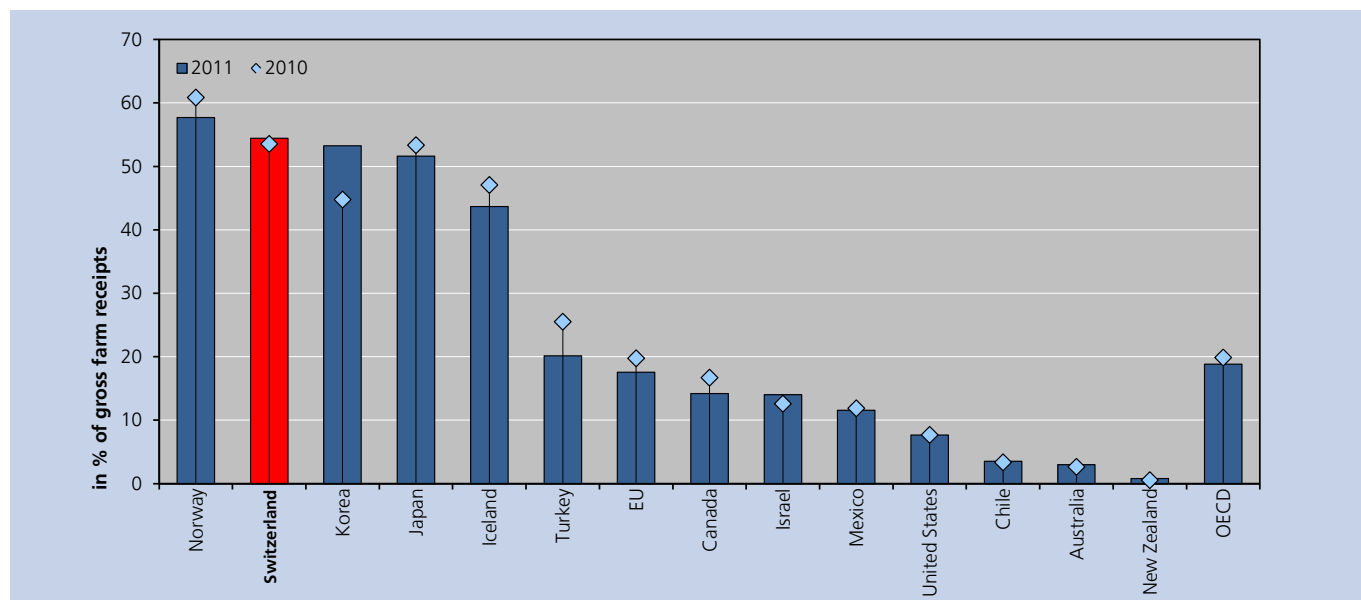
Le rapport annuel 2012 sur le suivi et l'évaluation des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE constate que le soutien public à l'agriculture dans les pays de l'OCDE n'a jamais été aussi bas. La tendance à la baisse du soutien intérieur à l'agriculture est observable également en Suisse, même si le niveau de soutien demeure relativement élevé. Le soutien aux producteurs en Suisse (56%) est presque trois fois plus élevé que la moyenne OCDE (19%), ce qui fait de la Suisse le deuxième pays OCDE soutenant le plus les producteurs agricoles, après la Norvège (voir graphique). La Nouvelle-Zélande (1%), l'Australie (3%), le Chili (4%) et les Etats-Unis (9%) restent les pays qui ont le niveau de soutien public le moins élevé au niveau OCDE. L'Union européenne, quant à elle, a réussi à ramener son niveau de soutien à la hauteur de la moyenne OCDE (20%).

L'OCDE souligne toutefois que la diminution récente du soutien à l'agriculture serait surtout due à l'évolution des marchés internationaux plutôt qu'à des changements

explicites de politiques. En raison de l'évolution vers le haut des prix mondiaux, les gouvernements ont opéré moins de transferts pour soutenir les prix intérieurs. L'OCDE recommande ainsi de poursuivre des réformes plus approfondies afin d'améliorer la productivité et la compétitivité agricoles, tout en s'employant à assurer des objectifs environnementaux et de durabilité des terres et pour aider les agriculteurs à mieux gérer les risques. Pour la Suisse, il est proposé de réduire le niveau général de soutien et de mieux cibler les paiements directs, en vue de répondre plus efficacement aux préoccupations de la société. C'est aussi à ce genre de défis que la réforme de la politique agricole 2014-2017 prévoit de répondre.

> Table des matières

Producer support Estimates by country, 2010 and 2011



06. L'économie et l'écologie en danger «*Illegal Trade in Environmentally Sensitive Goods*»

En 2008, la production et la vente illégales de poissons ont atteint une valeur de 10 à 23 milliards USD; on estime que les montants pour d'autres produits importants pour l'environnement comme les bois tropicaux, les déchets, les animaux exotiques et les produits dangereux pour l'ozone atteignent des chiffres effrayants (voir tableau). L'OCDE consacre sa nouvelle étude «*Illegal Trade in Environmentally Sensitive Goods*» à ce phénomène désigné souvent sous le terme de «criminalité internationale dans le domaine de l'environnement», qui peut aboutir à mettre en danger les systèmes écologiques et économiques. L'Organisation ne se limite pas à analyser l'ampleur et les conséquences de ces échanges, mais propose aussi des mesures concrètes pour les combattre.

Afin que le commerce illégal de biens sensibles pour l'environnement soit freiné de manière efficace, il faut déjà pouvoir le mesurer, tâche qui est facilitée par le système de licences au niveau international. Dans son étude, l'OCDE approfondit six exemples, dont celui de la «Convention de Bâle sur les déchets dangereux» de 1992, et formule des propositions concrètes d'optimisation. La Suisse est pionnière dans ce domaine et a été, avec la Grande-Bretagne, parmi les premiers pays à mettre en place un système électronique pour établir ces licences d'exportation.

A l'étape suivante, l'OCDE analyse comment un système de prévention peut être mis en place au niveau national. A ce niveau, les incitations économiques, comme les taxes écologiques ou la création de droits de propriété par l'octroi de licences ou de quotas échangeables, jouent un rôle important. Contrairement aux approches traditionnelles *command-and-control*, les taxes écologiques génèrent par exemple des ressources qui peuvent être utilisées pour financer d'autres mesures de prévention. De surcroît, ces mécanismes économiques comme les droits de propriété favorisent l'autodiscipline dans l'utilisation des ressources et soutiennent l'autorégulation du système.

Enfin, l'OCDE souligne également que toutes les mesures économiques ne suffisent pas si les structures politiques et juridiques sont absentes, et ce jusqu'au niveau le plus bas. De même, des initiatives nationales isolées ne contribueront pas à répondre de manière efficace à la criminalité internationale dans le domaine de l'environnement; pour cela une coordination avec les autres pays reste incontournable.

> Table des matières

Estimates of illegal production and trade

Estimates of annual value of illegal activity	Production (USD)	International Trade (USD)	Year of Estimation
International environmental crime			
Illegal fishing	10 Mrd - 23 Mrd		2008
Timber	10 Mrd - 23 Mrd (depending on source)	5 Mrd	2004
Waste		10 Mrd - 20 Mrd	2000
Wildlife (not including fish or timber)		6 Mrd - 10 Mrd	2000
Ozone-depleting substances		25 Mio - 60 Mio	2006
Comparisons: other areas of international crime			
Narcotics		322 Mrd	2007
Counterfeit goods		200 Mrd	2007
Small arms		< 1 Mrd	2006

07. Les migrants: agents du développement?

«Resserrer les liens avec les diasporas; Panorama des compétences des migrants»

Les informations présentées dans cette publication s'appuient en grande partie sur les résultats d'une coopération de longue date entre l'OCDE et l'Agence Française de Développement (AFD) dans la compilation des données sur les migrants à partir de recensements de la population dans les pays de l'OCDE et au-delà. Cette publication contient 140 notes détaillées par pays.

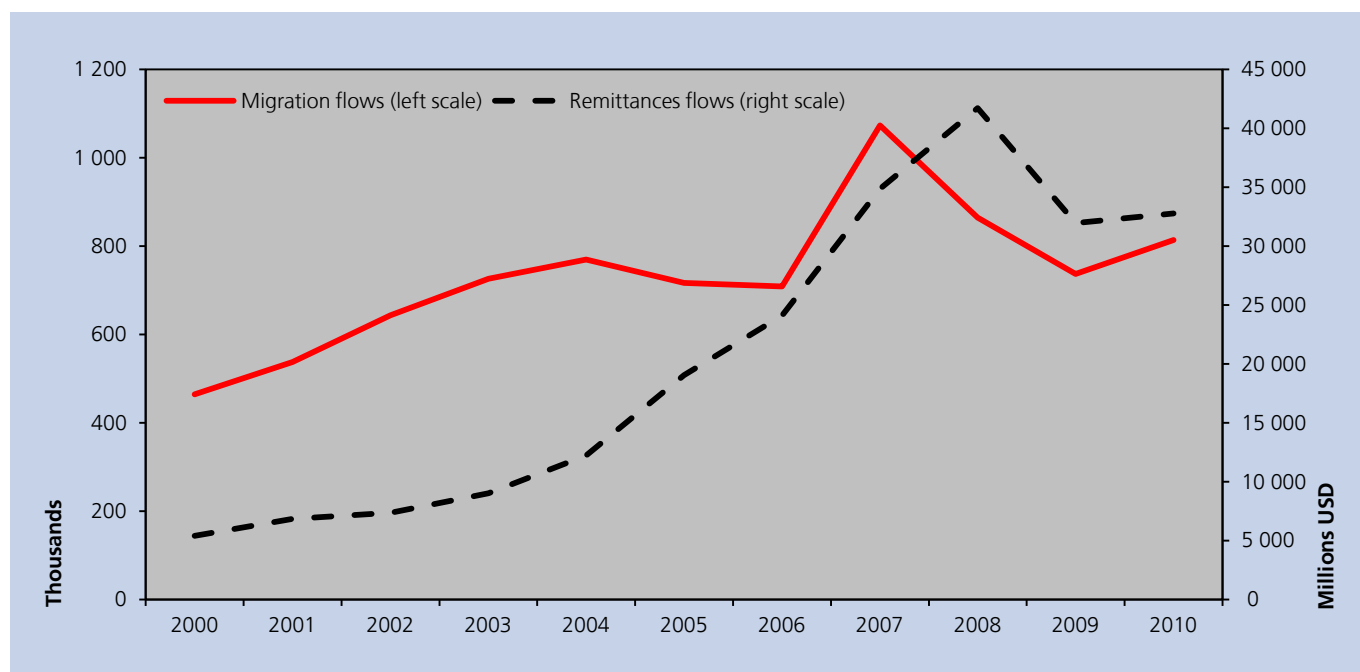
Les effectifs mondiaux de migrants internationaux ont augmenté significativement au cours des dernières décennies, passant de 77 millions de personnes en 1960 à environ 214 millions en 2010. En outre, la structure des communautés de migrants s'est également largement modifiée, avec plus de migrants très qualifiés, un nombre plus important de femmes immigrées, et une diversification aussi bien des pays d'origine que des pays de destination. Parallèlement, les avancées récentes dans les domaines des technologies de l'information et des communications et la baisse des coûts de transport ont beaucoup facilité les contacts avec les pays d'origine. Dans ce contexte, l'impact potentiel des diasporas sur le développement des pays d'origine est devenu un enjeu crucial pour les gouvernements et les agences de développement.

Un chapitre de la publication analyse les particularités migratoires des pays d'Europe hors OCDE et d'Asie centrale. La région a connu au début des années 90 des

migrations forcées à la suite du conflit en ex-Yougoslavie (Croatie et Serbie), qui a entraîné d'importants flux de réfugiés – surtout vers l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, mais aussi vers la Suède, les Pays-Bas et l'Italie. La phase la plus récente s'est caractérisée par la volonté d'échapper à une situation économique défavorable et de trouver les moyens financiers permettant d'améliorer les conditions de vie des membres de la famille restés dans le pays. Les flux en direction des pays voisins sont surtout temporaires et se composent en grande partie de travailleurs masculins non qualifiés. Les autres pays de destination attirent des émigrés aux caractéristiques sociodémographiques diverses parmi lesquels on trouve des personnes non qualifiées, mais également un nombre croissant de personnes qualifiées et de femmes. Les flux migratoires en provenance d'Europe hors OCDE et d'Asie centrale ont culminé en 2007 avec 1.1 million de migrants se rendant dans les pays de l'OCDE (voir graphique). Ils ont diminué d'environ 127 000 personnes en 2009 par rapport à 2008, pour s'établir à 737 000, une légère augmentation (810 000) ayant toutefois été constatée en 2010 (voir graphique).

> Table des matières

Migrant flows from European non-OECD countries to OECD countries and remittance flows, 2000-10

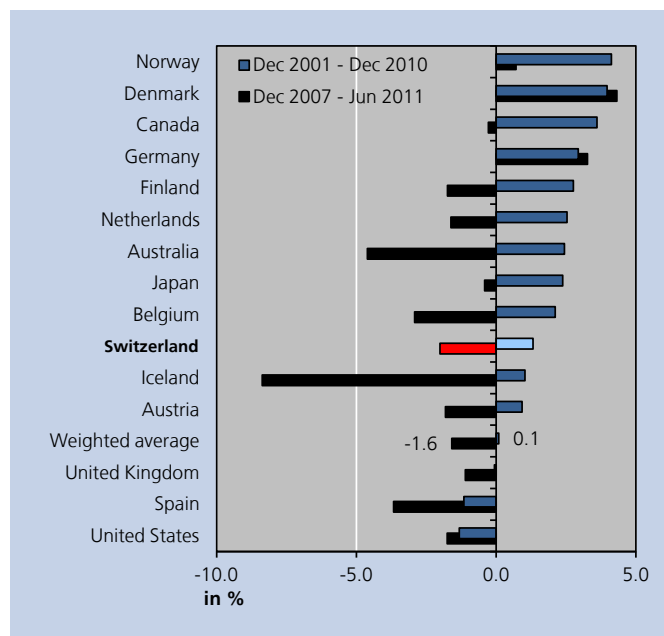


08. Retraites: encore assez d'argent? «OECD Pensions Outlook 2012»

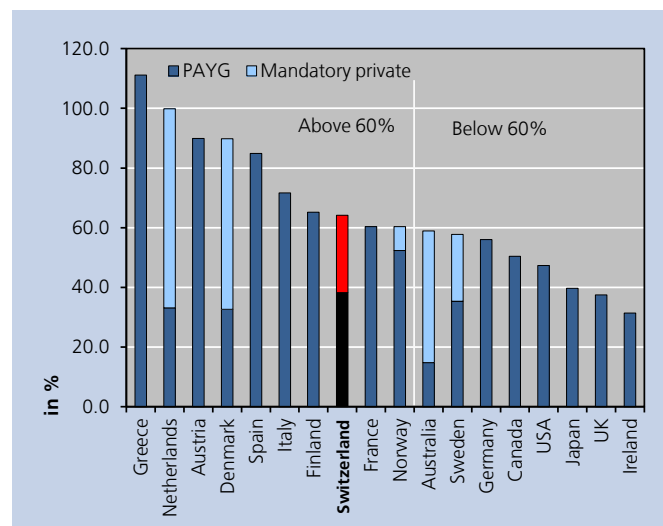
La publication «*Pensions Outlook 2012*» est la première à combiner l'analyse des systèmes de pensions privés et publics. Cette première édition examine les grands changements intervenus dans les pays de l'OCDE pendant les deux dernières décennies. Elle discerne deux tendances particulièrement importantes: d'une part les systèmes publics de pension financés par le système de répartition (*pay-as-you-go/PAYG*) ont connu des réformes visant à reporter l'âge de la retraite et à mettre en place des mécanismes d'ajustements automatiques pour assurer leur caractère durable; d'autre part, on a assisté à la création de fonds privés destinés à compléter le système par répartition.

Depuis 2007 les réformes se sont accélérées, ce qu'on peut expliquer en partie par les effets de la crise financière et économique et par son impact sur les performances des fonds de pension. Calculés sur un ensemble de 21 pays, ces rendements ont été négatifs sur la période 2007-2011

Average annual real net investment return of pension funds in selected OECD countries



Net pension replacement rates from PAYG and mandatory private pension systems for average earners



(-1.6% en moyenne annuelle). Comme le montre le graphique ci-contre, les scores enregistrés par la Suisse dans ce domaine sont un peu meilleurs que la moyenne des pays examinés.

Parmi les mesures mises en place pour assurer la stabilité des systèmes de retraites, on citera des instruments pour lier automatiquement les montants des pensions à l'évolution économique et au vieillissement démographique. On relèvera toutefois que les solutions choisies par les membres restent très disparates, qu'il s'agisse de pays à système par répartition très généreux, ou de pays misant surtout sur la capitalisation et permettant d'atteindre un taux de salaire après retraite plus modeste (Australie). La Suisse se situe en milieu de peloton en se basant sur un certain équilibre entre la capitalisation et la répartition (voir graphique ci-dessus).

> Table des matières

09. Autres publications

«*Energy Balances of Non-OECD Countries 2012*»

Paris, 16 août 2012

«*Energy Statistics of Non-OECD Countries 2012*»

Paris, 16 août 2012

«*Natural Gas Information 2012*»

Paris, 16 août 2012

«*Évolution des transports 2012*»

Paris, 17 août 2012

«*Competitive neutrality: Maintaining a Level Playing Field between Public and Private Business*»

Paris, 03 septembre 2012

«*Women in Business: Policies to Support Women's Entrepreneurship Development in the MENA Region*»

Paris, 08 octobre 2012

«*Linking Renewable Energy to Rural Development*»

Paris, 12 octobre 2012

10. Calendrier OCDE

Délai pour les candidatures pour *le programme Jeunes professionnels à l'OCDE*

25 novembre 2012

G20 Finance Ministers and Central Bank Governors' Meeting

Mexiko City, 04-05 novembre 2012

Sommet mondial sur les systèmes de retraites

Paris, 14-16 novembre 2012

11th Global Forum on Tourism Statistics

Reykjavík, 14-16 novembre 2012

Forum mondial de l'OCDE sur la gouvernance publique

Paris, 21 novembre 2012

Green Growth and Sustainable Development Forum 2012

Paris, 23 novembre 2012

European Employment Forum

Bruxelles, 27-28 novembre 2012